

Vingt-troisième Conférence du PROE

4-6 septembre 2012
Nouméa
Nouvelle-Calédonie

Point 6.3 de l'ordre du jour : Demande d'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM

Objet du document

1. Le présent document a pour objet d'informer les Membres des progrès accomplis par le Secrétariat dans sa démarche de demande d'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM.

Contexte

2. La Conférence du PROE de 2011 a demandé au Secrétariat de solliciter l'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM dans le cadre du projet pilote d'accréditation des entités de projet du FEM. L'objectif global consiste à accroître la proportion des financements du FEM disponibles pour les pays insulaires océaniques membres du PROE.

3. Le Secrétariat a préparé et soumis sa demande (phase I) le 15 décembre 2011. Le Secrétariat du FEM lui a ensuite transmis ses observations concernant cette demande, et autorisé l'enclenchement de la deuxième phase du processus. Le PROE a soumis sa nouvelle demande (phase II) le 21 mai 2012 en tenant compte des observations que lui avait transmises le Secrétariat du FEM.

4. Parallèlement à ce processus, le FEM a mis sur pied un « Panel d'évaluation de la valeur ajoutée » qui s'est employé, de février à mai 2012, à évaluer la valeur ajoutée de toutes les candidatures accompagnées d'un dossier complet conformément aux procédures et critères adoptés par le Conseil du FEM. Le Secrétariat du PROE n'a pas été informé du déroulement de ce processus. Le Panel était composé de cadres du FEM représentant l'ensemble des points focaux et des opérations du FEM ainsi que les équipes chargées de la stratégie d'intervention et des relations extérieures. Le rapport du panel a été publié le 18 mai 2012. Le Conseil du FEM s'est appuyé sur ce rapport pour évaluer la demande d'accréditation du PROE (phase I) ; les informations complémentaires transmises par le PROE le 21 mai n'ont malheureusement pas été prises en compte.

5. Le Conseil du FEM a recensé un certain nombre de domaines dans lesquels il faudrait apporter des améliorations avant que l'examen de la demande du PROE puisse aller de l'avant : respect des critères de sauvegarde au plan environnemental ; respect des normes fiduciaires et des lignes directrices concernant le développement, le suivi et l'évaluation des projets.

6. Le Secrétariat a apporté d'importantes améliorations à ses procédures de gestion des ressources financières et humaines et de gouvernance ainsi qu'à ses structures au cours des trois dernières années, comme en font foi les résultats de l'évaluation institutionnelle de l'UE dont il a fait l'objet en 2011. Cependant, d'autres changements peuvent et doivent être faits pour permettre au PROE de prétendre au statut d'entité de projet du FEM. Il convient par ailleurs de noter que le PROE est une organisation beaucoup plus petite, qui emploie beaucoup moins de spécialistes de la gestion des ressources humaines et financières que certaines autres agences d'exécution du FEM comme le PNUD et la Banque mondiale.

7. Le Secrétariat du FEM a offert d'aider le PROE à procéder aux améliorations demandées en préparant un projet de moyenne envergure à temps pour la deuxième ronde d'accréditations dont la date sera fixée lors de la 43^e réunion du Conseil du FEM, en novembre 2012. Cette aide a été offerte en reconnaissance du fait que la mission et le mandat du PROE sont clairement conformes à ceux des points focaux du FEM, et que le PROE a déjà participé par le passé à la mise en œuvre de projets du FEM. Le Secrétariat du FEM a également recommandé que le PROE collabore avec le PNUD à la réalisation du projet de moyenne envergure.

8. Le PROE a entrepris le 23 juillet de remplir le formulaire d'identification (PIF) d'un projet de moyenne envergure sur le renforcement des capacités ; il comptait présenter ce formulaire directement à la Directrice générale du FEM au plus tard le vendredi 27 juillet 2012. Il souhaitait de cette manière obtenir rapidement l'approbation du projet et commencer le travail sans délai.

9. Le PROE travaille par ailleurs actuellement avec le Centre de collaboration du PNUE basé à l'École de Francfort dans le cadre de la demande qu'il a présentée au Conseil du Fonds pour l'adaptation afin d'être accrédité en tant qu'institution régionale de mise en œuvre (voir DT.9.2.4 pour plus de détails). Cette collaboration a permis au PROE de déterminer les mesures concrètes qu'il doit prendre pour se conformer aux conditions des projets du Fonds pour l'adaptation, aux critères fiduciaires applicables et aux exigences du FEM. Le Secrétariat veillera à ce que l'assistance fournie dans le cadre du projet de moyenne envergure soit étroitement liée et intégrée à l'assistance apportée par l'École de Francfort.

10. En réponse aux recommandations formulées dans le cadre de la procédure d'accréditation, le PROE a élaboré un plan pour la mise en place d'un organe d'audit interne. Le comptable de gestion — l'agent du PROE actuellement responsable de cette fonction — veillera à transformer ce plan en une charte pour le Comité d'audit qui sera chargé de la vérification d'un éventail de fonctions liées aux opérations et aux projets au sein du Secrétariat du PROE. La charte d'audit interne est en voie d'être élaborée conformément aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne édictées par l'Institut des auditeurs internes (IIA) ainsi qu'aux Normes internationales d'audit.

Recommandations :

11. La Conférence est invitée à :

- **prendre note** des progrès réalisés par le Secrétariat et **encourager** ce dernier à achever ce travail le plus rapidement possible ;
- **encourager** les Membres du PROE qui sont également membres du FEM à apporter leur ferme soutien à la demande d'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM ;
- **encourager** les donateurs et les partenaires intéressés à appuyer la mise en œuvre de toute norme, règle ou structure opérationnelle nouvelle par le biais de détachements ou d'un appui financier ;
- **prendre note** de la création d'une fonction d'audit interne au sein du Secrétariat et de l'élaboration de la charte du Comité d'audit interne et de la charte d'audit interne des opérations.